

Unité Départementale des Vosges

Epinal, le 09/09/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 04/09/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**GARNIER THIEBAUT**

11 Bd de Granges  
88400 Gérardmer

Références : S-24-948RP  
Code AIOT : 0006202277

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/09/2024 dans l'établissement GARNIER THIEBAUT implanté 2, La Corbeline 88640 Granges-Aumontzey. L'inspection a été annoncée le 29/08/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection qui fait l'objet du présent rapport s'inscrit dans l'action nationale PFAS et s'appuie sur l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation.

Le site visité a été classé comme l'un des établissements français contribuant à l'émission de 99 % des flux en AOF/PFAS. A ce titre, il a fait l'objet d'un courrier de la DREAL daté du 21 juin demandant que des investigations complémentaires soient menées et que des démarches de réduction/suppression soient entreprises. Dans ce cadre général, l'exploitant a informé l'inspection des installations classées avoir cessé d'utiliser des produits chimiques utilisant des PFAS depuis fin juillet 2024.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- GARNIER THIEBAUT
- 2, La Corbeline 88640 Granges-Aumontzey
- Code AIOT : 0006202277
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Garnier-Thiébaud est spécialisée dans la confection de linge de maison haut de gamme. Son activité est organisée autour de deux sites : le premier à Gérardmer qui assure le tissage et le second à Granges-Aumontzey chargé de la teinture, de l'ennoblissement textile et de l'apposition des apprêts. C'est ce second site qui fait l'objet de la présente visite d'inspection.

### **Thèmes de l'inspection :**

- PFAS
- Eau de surface

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	liste des substances PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	Sans objet
2	réalisation des campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3	Sans objet
3	qualification pour réaliser les campagnes d'analyses	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
4	exigences pour le prélèvement	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
5	précisions des mesures	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
6	déclaration des résultats sur GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a répondu à ses obligations quant à la recherche de PFAS/AOF. Il a préféré depuis ne plus utiliser de produits chimiques contenant des PFAS. Il annonce continuer dans quelques mois son effort de prospection pour suivre l'évolution des concentrations rejetées en PFAS/AOF. Il doublera ces analyses de mesures concernant le paramètre chlorure qui peut influencer sur la mesure AOF.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : liste des substances PFAS

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, liste des substances PFAS
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1<sup>er</sup> établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Préalablement à la visite d'inspection, l'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées que le seul produit utilisé sur site et contenant des PFAS était, jusqu'à fin juillet 2024, l'IDROSSAL 28.</p> <p>Ce produit était utilisé pour deux process :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- en bain avec un dosage de 30 g/L avant envoi des tissus ainsi traités chez un prestataire alsacien pour application d'une enduction acrylique ;</li> <li>- en bain avec un dosage de 100 g/L sans autre forme de traitement.</li> </ul>

<p>Ces traitements apportaient des protections hydrophobes et oléophobes (déperlant et antitaches). A ce jour, l'exploitant utilise un produit de substitution qui assure un effet déperlant mais ne prévient plus les taches. Ce produit de substitution (IDROSSAL AF, FDS transmis par l'exploitant suite à la visite d'inspection) a été choisi car ne contenant pas de PFAS</p> <p>Pour déterminer la liste des produits contenant des PFAS, l'exploitant a tout d'abord analysé leur FDS puis s'est rapproché des fournisseurs. Cela a permis de déterminer que l'IDROSSAL 28 contient des PFAS. Afin de déterminer si d'autres PFAS sont créés par dégradation, l'exploitant a fait analyser les 28 PFAS listés dans l'arrêté du 20 juin 2023.</p> <p>In fine, les seuls PFAS détectés dans les rejets aqueux sont PFPeA et PFHxA (ce sont les PFAS contenus dans l'IDROSSAL 28).</p> <p>Dans ce cadre, l'exploitant indique qu'il continuera son suivi PFAS/AOF dans quelques mois afin de savoir si les concentrations diminuent et doublera les analyses de recherche en amont du site.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de bien vouloir lui transmettre les résultats des futures analyses.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## N° 2 : réalisation des campagnes d'analyse

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, réalisation des campagnes d'analyse</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1<sup>er</sup> réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les prélèvements effectués par la société IRH ont été faits au point de prélèvement habituel : sortie de station d'épuration .</p> <p>L'inspection a interrogé l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- sur le stockage extérieur de déchets : cela ne s'est pas fait sur ce site. Il n'y a donc pas de raison que les eaux pluviales soient contaminées par ce biais,</li> <li>- sur la survenue d'un incendie qui aurait nécessité l'emploi de mousse PFAS pour extinction : le dernier incendie date de 1997 (sur la RAME). L'exploitant ne sait pas si les pompiers intervenus alors ont utilisé des mousses PFAS. Quoi qu'il en soit cette partie du site ne fait pas l'objet d'écoulement aqueux.</li> </ul> <p>L'inspection considère que le choix de l'exploitant de procéder aux analyses PFAS/AOF en sortie de station d'épuration est cohérent.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Néant</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

### N° 3 : qualification pour réaliser les campagnes d'analyses

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, qualification pour réaliser les campagnes d'analyses
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les mesures (prélèvement et analyse) des substances mentionnées au 2° de l'article 3 et les prélèvements des substances mentionnées au 3° de l'article 3 sont effectués par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.
<b>Constats :</b>  Les prélèvements-échantillonnages ont été réalisés par la société IRH qui bénéficie de l'accréditation 1-7208. Cette dernière bénéficie d'une attestation COFRAC portant sur la qualité des eaux ; en revanche la portée détaillée de l'attestation n'indique que les échantillonnages prélevés en vue d'analyse de l'air des lieux de travail. Il s'agit sans aucun doute d'une erreur de publication sur le site COFRAC.  Les analyses ont été réalisées par la société Eurofins qui bénéficie de l'accréditation n°1-0685. Vérification faite sur le site COFRAC, cette société est accréditée pour les 20 PFAS obligatoires.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Transmettre l'accréditation détaillée de la société IRH mise à jour
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 4 : exigences pour le prélèvement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, exigences pour le prélèvement
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les prélèvements sont réalisés dans des conditions représentatives de l'activité normale de l'installation.  Les prélèvements sont effectués au(x) point(s) de rejet aqueux avant toute dilution avec d'autres effluents.  Les prélèvements sont réalisés pour les substances énumérées à l'article 3 à partir d'un échantillonnage réalisé sur une durée de 24 heures. Dans le cas où il est impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels, si la nature des rejets le justifie, sont réalisés. L'exploitant justifie alors cette impossibilité.
<b>Constats :</b>  Les prélèvements, objet des analyses, ont été faits pendant 24 heures par échantillonnage proportionnel au débit avec asservissement direct de l'échantillonneur au débitmètre. Le rapport de prélèvement vise la norme FD T90-523-2.  L'exploitant indique que l'utilisation de bain de PFAS était ponctuelle (en moyenne un bain toutes les deux semaines) et précise que pour le premier prélèvement (janvier 2024), aucun bain de PFAS n'a été mis en œuvre la semaine précédente. En revanche concernant les prélèvements 2 et 3 des bains de PFAS étaient en œuvre. L'exploitant a détaillé ses niveaux de production au jour des prélèvements; cela confirme pour les prélèvements 2 et 3 une utilisation de PFAS et un niveau d'activité représentatif.  Au vu de ces faits, l'inspection constate une absence de corrélation entre les niveaux PFAS/AOF

<p>mesurés et la proximité de la mise en œuvre des bains de PFAS. En effet :</p> <p>- janvier 2024 : [AOF] = 170 mg/L et [28 PFAS] = 3,66 µg/L</p> <p>- février 2024 : [AOF] = 77 mg/L et [28 PFAS] = 1,03 µg/L</p> <p>- mars 2024 : [AOF] = 70 mg/L et [28 PFAS] = 3,10 µg/L</p> <p>NB : [28 PFAS] = [20 PFAS]</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Au vu des résultats des futures analyses (cf. demande faite au point de constat n°1), l'inspection demande à l'exploitant d'interpréter l'éventuelle persistance de rejets en PFAS/AOF.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 5 : précisions des mesures

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, précisions des mesures</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Pour l'utilisation de la méthode indiciaire (AOF) mentionnée au 1° de l'article 3, une limite de quantification de 2 µg/L est respectée.</p> <p>Pour chacune des substances PFAS mentionnées au 2° et au 3° de l'article 3, une limite de quantification de 100 ng/L est respectée.</p> <p>Si une substance PFAS n'est pas quantifiée ou quantifiée à une concentration inférieure à 100 ng/L, la mention « non quantifiée » est précisée.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La limite de quantification n'est pas précisée pour les analyses en AOF. Concernant les PFAS, les limites de quantification sont de 100 ng/L. En cas de non quantification, ce n'est pas la mention « non quantifiée » qui est indiquée mais « &lt;0,1 µg/L », ce qui est acceptable.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 6 : déclaration des résultats sur GIDAF

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, déclaration des résultats sur GIDAF</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a transmis les rapports d'analyses sur l'application GIDAF aux mois de janvier, février et mars 2024.</p> <p>A retenir des analyses :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- indice AOF variant de 70 à 170 µg/L</li> <li>- deux PFAS détectés quelle que soit l'analyse observée : PFPeA et PFHxA avec des concentrations variant respectivement de 0,14 à 0,71 µg/L et de 0,89 à 2,95 µg/L</li> <li>- la somme des 20 PFAS est identique à celle des 28 et varie de 1,03 à 3,66 µg/L</li> </ul>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>